

Pouvoir d'emprunt

en capitaux et intérêts ont totalisé 38 milliards de dollars. Dans le domaine du pétrole et du gaz, le déficit a été de 3,7 milliards de dollars, entre 1975 et 1979. Je mentionne tout cela pour montrer combien les structures mêmes de notre économie sont faussées. Nous sommes le seul pays au monde qui permette qu'une telle proportion de son économie soit administrée et dominée par des étrangers, dans l'intérêt et pour le bien d'étrangers.

Les faits et les chiffres sont assez éloquentes en ce qui concerne les sorties nettes de devises, les sorties nettes d'emplois, l'importance dérisoire de la recherche et du développement, les restrictions et interdictions imposées à nos usines-succursales quant à leur politique d'exportation, ainsi que les importations de biens que nous pourrions produire ici. Donc, ce qu'il faut, c'est reprendre en main notre économie, comme cela s'est fait dans d'autres pays. Il faut nous affirmer, affirmer notre souveraineté, en somme, faire au Canada ce que les autres pays considèrent comme normal et naturel.

L'autre chose que je tiens à dire, c'est qu'il est très étrange d'entendre des députés venir nous dire ici: «Il nous faut de plus en plus de capitaux étrangers, parce que cela va régler nos problèmes pour nous».

M. Malone: Qui dit cela?

M. Nystrom: Jusqu'ici, ce n'est pas du tout cela qui s'est produit. Encore cet après-midi, nous entendions un député conservateur de l'arrière-ban, et hier c'était le député de Saint-Jean-Ouest qui annonçait sa candidature au poste de gouverneur du Canada. C'est à cela qu'il aspire, et non à devenir premier ministre ou chef d'un parti national d'un État souverain. Donc, quand on en revient aux faits et aux chiffres, on constate non seulement que le capital étranger domine en fait le Canada, mais encore que les Canadiens ont financé eux-mêmes la grande majorité des prises en charge par l'étranger, avec leurs propres fonds, leur propre argent, leurs propres banques.

Le rapport intitulé «Investissements étrangers directs» publié en 1972 donnait une ventilation qui vous choquerait, monsieur le Président, vous qui êtes du Nouveau-Brunswick. Cette ventilation nous apprend qu'entre 1946 et 1967 les capitaux des entreprises canadiennes à contrôle étranger ont augmenté de 43,9 milliards environ. Or, ces fonds étaient canadiens à 78 p. 100. L'étranger n'a fourni que 22 milliards. Entre 1960 et 1967, période où l'augmentation a été de 21 milliards, 19 p. 100 des capitaux seulement sont venus de l'étranger; 81 p. 100 provenaient du Canada.

En fait, nous finançons de notre argent la prise en charge de notre pays par l'étranger. Nous finançons l'abandon de notre souveraineté avec notre argent, avec nos banques, avec les bénéficiaires non répartis des sociétés déjà installées au Canada, avec les caisses de retraite des Canadiens, et cela sans raison. Il faudrait utiliser cet argent pour investir au Canada, pour faire en sorte que ces entreprises soient contrôlées par des Canadiens, par les travailleurs, les agriculteurs, les citoyens. Alors nous deviendrions un pays de producteurs, et nous n'aurions pas à emprunter d'aussi énormes quantités d'argent à des taux d'intérêt si élevés, nous n'aurions pas à surendetter les simples citoyens pour des années à venir.

[Français]

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le Président, je voudrais faire quelques remarques au sujet de ce projet de loi

que nous étudions et qui constitue certainement la preuve la plus évidente de la faillite la plus lamentable de ce gouvernement qui a conduit les destinées de ce pays depuis les 15 dernières années. Je comprends bien le ministre des Finances (M. Lalonde), étant donné la façon dont les choses ont été administrées depuis les 15 dernières années; d'autres avant moi ont fait beaucoup d'observations ainsi que la preuve de cette mauvaise administration et des mauvais choix qu'a faits le gouvernement, ce qui fait que les Canadiens sont actuellement fort inquiets. Les députés de ce côté-ci de la Chambre ne peuvent faire confiance et ne peuvent répondre à l'invitation que nous fait le ministre des Finances selon laquelle il a besoin cette année et pour l'an prochain seulement que d'une petite somme de 19 milliards de dollars.

Quand on examine la situation, monsieur le Président, il est important, je pense, qu'on donne quelques chiffres. N'oublions pas qu'en 1968 la dette nationale représentait moins de 30 milliards de dollars, et qu'aujourd'hui en 1983 elle passera à 160 milliards de dollars. Je me demande ce que vaut l'argument des députés ministériels qui prétendent que cet emprunt permettra de créer de l'emploi par l'intermédiaire de nouveaux programmes. On passe d'une dette de 30 milliards à 160 milliards, et en même temps d'un nombre de chômeurs qui s'élevait en 1968 à 350,000, on en est à près de deux millions actuellement. Étant donné les circonstances, je pense que la preuve de cette mauvaise administration est assez évidente. Faudrait-il rappeler également que l'intérêt de la dette en 1968 coûtait aux Canadiens un milliard 270 millions de dollars et qu'en 1983-1984 elle nous coûtera 18 milliards 570 millions, savoir une augmentation de 1,500 p. 100 en 15 ans?

Lorsqu'on étale ces chiffres-là qui sont publics et reconnus officiellement, je crois qu'on pourrait se taire et que le public pourrait juger très facilement et de façon très précise la perte de confiance dans ce gouvernement et nous commanderait, bien sûr, de ne pas lui faire confiance plus longtemps.

• (1640)

Il est clair, monsieur le Président, que la situation économique actuelle est le fruit d'une absence suffisante de crédits destinés à la recherche. Depuis 15 ans qu'on en parle, et on sait parfaitement bien que le gouvernement s'étant refusé à augmenter ces crédits à la recherche n'a pu faire autrement que de voir, premièrement, les secteurs traditionnels perdre des milliers d'emplois. Je ne suis pas le seul à le dire, je ne suis pas le seul à le répéter, il n'y a que le ministre des Finances qui se permette, au moment où je parle, au moment où il demande un emprunt de 19 milliards de dollars, de parler de relance économique actuellement. Je trouve cela un peu drôle pour ne pas dire malhonnête de sa part de nous parler de relance économique, quand on sait parfaitement bien que toutes les évaluations nous permettent et nous invitent à croire qu'on aura encore un bon million et demi de chômeurs au cours des 12 prochains mois malgré tous les efforts que pourra faire le gouvernement. Si au moins le fait d'emprunter, le fait d'endetter le pays, le fait d'avoir un crédit financier, si on nous avait fait la preuve qu'avec ce montant on aurait réduit le taux de chômage, eh bien, on serait peut-être obligé de considérer cette mesure comme étant positive. Mais il est clair que plus le gouvernement a endetté les Canadiens, plus il a créé de chômeurs. Alors je ne crois pas que nous puissions répondre par l'affirmative à l'invitation qui nous est faite, et je m'empresse de dire que c'est